

Le Premier ministre britannique vient de menacer Angela Merkel et ses « partenaires » de faire sortir le Royaume-Uni de l'UE



« SORTIR DE L'UE EST IMPOSSIBLE ».... SAUF LORSQUE C'EST POSSIBLE !

Le Premier ministre britannique vient de menacer Angela Merkel et ses « partenaires » de faire sortir le Royaume-Uni de l'Union européenne.



LA MENACE BRITANNIQUE SERAIT MISE À EXÉCUTION SI LE LUXEMBOURGEOIS JEAN-CLAUDE JUNCKER, CANDIDAT SOUTENU PAR ANGELA MERKEL, DEVIENT PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE.

C'est un coup de théâtre que vient de révéler le magazine allemand Der Spiegel : le Premier ministre britannique David Cameron a menacé ses partenaires européens d'une sortie de son pays de l'UE si le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker devenait président de la Commission européenne.

Citant des sources proches des participants au sommet qui a réuni mardi dernier à Bruxelles les chefs d'État et de gouvernement européens, le magazine rapporte que M. Cameron aurait déclaré, entre autres à la chancelière allemande Angela Merkel, que le choix de M. Juncker déstabiliserait à ce point son gouvernement qu'un référendum sur la sortie de l'UE devrait être avancé et se solderait très certainement par un refus de rester dans l'Union.

Source : <http://www.romandie.com/news/Cameron-a-menace-de-sortie-de-lUE-si-Juncker-presidait-la/483369.rom>

Commentaires

- **1°) Cette information est vraie**

Interrogé par la presse, un porte-parole du 10 Downing Street (services du Premier ministre britannique) a "refusé de commenter cette information". Or, si l'information avait été fautive, le porte-parole aurait apporté "le démenti le plus formel".

La formule utilisée par le porte-parole de David Cameron prouve donc que l'information du Spiegel est exacte. C'est d'ailleurs le contraire qui aurait été étonnant, compte tenu du sérieux du plus grand magazine allemand.

- **2°) Cette information ridiculise la propagande européiste qui assure que sortir de l'Union européenne serait impossible, apocalyptique et d'extrême droite.**

Lorsque les adhérents et militants de l'UPR - à commencer par moi-même - affirmons que l'on peut sortir de l'UE, et qu'il est urgent de le faire, ils se voient systématiquement opposer deux objections-types : d'une part ce serait impossible et apocalyptique, d'autre part ce serait une proposition d'extrême droite.

Le bras de fer engagé par le Premier ministre britannique révèle, s'il en était besoin, à quel point ces objections, martelées dans l'esprit des Français par la propagande, sont totalement mensongères.

Qui peut croire que le gouvernement britannique lancerait le Royaume-Uni dans une voie "impossible" et apocalyptique ?

Qui pense sérieusement que le gouvernement de Londres est un gouvernement d'extrême droite ?

On notera d'ailleurs que la déclaration de David Cameron n'a strictement rien à voir avec les propos de Mme Le Pen qui, à peine élue, a appelé à bâtir "une Autre Europe" avec les mouvements d'extrême droite.

- **3°) Cette information révèle au passage à quel point l'Union européenne est entrée dans un processus de nécrose terminale.**

Que le Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté en soit à menacer de faire un référendum auprès de son propre peuple si Mme Merkel continue de diriger l'UE comme un IVE Reich en dit doublement long :

- 3.1.)- d'une part cela révèle le degré de haine qui s'est répandue entre tous les dirigeants de la prétendue « Europe unie ».

L'Union européenne ressemble de plus en plus au défunt "Pacte de Varsovie" qui rassemblaient les pays communistes d'Europe de l'est sous la férule de l'URSS. À chaque sommet, les dirigeants des « pays frères »

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
s'embrassaient sur la bouche devant les photographes de l'Agence Tass, mais nul n'ignorait que tout ce petit monde se haïssait féroce­ment dans les coulisses.

Il en est de même dans l'Union européenne : derrière les sourires forcés des uns et des autres, les dirigeants européens se haïssent et se méprisent implacablement. C'est normal : lorsqu'un navire sombre, chacun veut sauver sa peau et fait porter à un autre la responsabilité du naufrage.

- 3.2.)- d'autre part, la menace de Cameron prouve que les dirigeants européens savent parfaitement à quoi s'en tenir sur le sentiment réel des peuples. Qu'il s'en rende compte ou non, David Cameron vient d'avouer que l'union européenne est rejetée par une majorité de la population britannique et il se prévaut de cela pour dire en somme à ses partenaires : « aidez-moi à maintenir mon peuple de gré ou de force dans la dictature que nous co-dirigeons ».

Conclusion

Depuis la Magna Carta (Libertatum) qui garantit les libertés publiques contre l'arbitraire royal dès 1215, c'est un fait historique que l'Angleterre a été souvent à l'avant-garde des pays d'Europe en matière de défense des libertés. L'évolution des esprits outre-Manche est donc particulièrement importante à suivre de très près, car elle nous indique une tendance lourde à la remise en cause radicale de tout le processus de prétendue « construction européenne ».

Cette évolution n'est évidemment pas faite pour surprendre les adhérents et sympathisants de l'UPR puisque j'ai créé notre mouvement il y a plus de 7 ans dans le droit fil de cette tendance qui va progressivement s'imposer sur l'ensemble du continent européen.

Quoi qu'il en soit, la menace lancée par David Cameron révèle à quel point la campagne pour les élections européennes s'est déroulée dans des conditions scandaleuses en termes de démocratie.

Le seul et unique parti qui proposait aux Français de sortir de l'Union européenne – c'est-à-dire le nôtre – a été tout bonnement interdit de tout débat à la télévision française et à la radio. L'existence même de l'UPR n'a jamais été révélée dans la grande majorité des médias français de grande diffusion.

En bâillonnant l'UPR et moi-même, les garde-chiourme du dogme européeniste pensent avoir réglé le « problème posé par l'UPR ».

Malheureusement pour eux – et heureusement pour la France -, le « problème posé par l'UPR » ne fait que commencer.